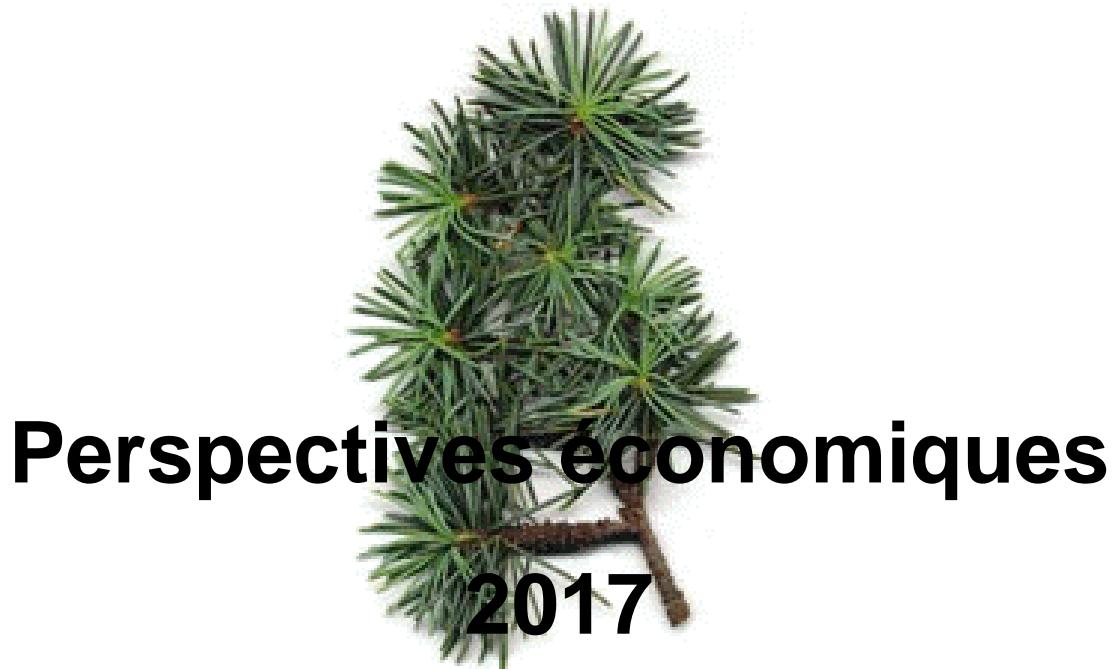


<https://laurentbloch.org/BlogLB/Perspectives-economiques-2017>



- Réflexions politiques et philosophiques -

Date de mise en ligne : mercredi 10 mai 2017

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Réponse à un collègue qui appréciait Jean-Luc Mélenchon : que penser des programmes économiques qui nous ont été proposés pendant la campagne des élections présidentielles ?

Le programme économique de Jean-Luc Mélenchon, comme ceux de Marine Le Pen et de Benoît Hamon, comportait de fortes augmentations de dépenses publiques (100 à 200 milliards par an) financées en partie par des fiscalités dangereuses (parce que nuisibles à l'appareil productif), en partie par rien, c'est-à-dire par la dette. Cf. [la comparaison calculée par l'IFRAP](#).

Ces programmes sont suicidaires, mais nous en avons peu conscience parce que nous sommes richissimes (par rapport au Portugal, par exemple) et que de ce fait on nous prête volontiers de l'argent à bas taux. Mais cet expédient ne sera pas éternel, une dette il faut bien un jour la payer (n'en déplaise à mon ancien collègue Emmanuel Todd), et le crédit quasi-gratuit n'est pas garanti jusqu'à la fin des temps.

Une dette est solvable si elle a servi à financer des investissements qui générèrent en retour des recettes. Mais si elle sert à financer des dépenses de fonctionnement elle mène à la catastrophe.

En gros, la rémunération des acteurs économiques est équitable si elle évolue comme la productivité. Si l'on distribue de l'augmentation de niveau de vie à un taux supérieur à celui des gains de productivité, on se retrouve dans la situation du Portugal ou de la Grèce, un jour ou l'autre. À cela, les démagogues de tout poil répondent en général : « prendre dans la poche des riches pour donner aux pauvres ». On sait que ce n'est pas si simple et que cela ne marche pas, cf. les nombreux effets indésirables ou imprévus de l'ISF, souvent signalés (même si certaines rémunérations des hyper-riches sont scandaleuses, tout le monde ou presque en convient, et d'ailleurs, eux, ils échappent très bien à ce genre de fiscalité parce qu'ils disposent des outils financiers et de l'envergure internationale propres à cette éviction).

Si le solde des gains de productivité est réservé aux dirigeants d'entreprise, à une oligarchie, et que les salariés n'en profitent pas, c'est de l'injustice sociale : Brésil, Argentine, par exemple. Cela ne marche pas non plus, parce que la productivité repose aussi sur l'accroissement des capacités humaines, par la santé, l'éducation, le bien-être en général. Le taux brésilien d'analphabétisme est un scandale qui mine le pays. L'autre versant de ce type de politique, c'est ce qu'a fait Chavez au Vénézuela : distribuer de la rente dans un processus clientéliste, ne rien faire pour développer le pays. On voit le résultat. Les sociétés sud-américaines sont post-coloniales, l'acronyme BRICS ne veut rien dire. L'Inde et la Chine travaillent, la Russie et le Brésil mangent la rente (quand il y en a), l'Afrique du Sud je ne sais pas vraiment.

L'Allemagne, la Suède, la Finlande, le Canada ont essuyé de graves crises, comme la réunification pour l'Allemagne, en sortir a demandé des efforts douloureux qui laissent encore des traces, mais ces pays se redressent.

Pour sortir de notre mauvaise situation économique, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Benoît Hamon nous ont proposé de ne rien faire. En fait, c'est revenir à ce qui se passait dans les années 1955-1975 : les syndicats émettaient des revendications insoutenables, le gouvernement, qui à l'époque, en gros, contrôlait les prix et les salaires, cédait, et par derrière finançait tout cela par la dévaluation, l'inflation et la dette. D'où l'idée de sortir de l'euro... Si on fait cela, la nouvelle monnaie française prendra 20 à 30% de décote. Ceux qui souffriront le plus seront les plus pauvres. Cf. le Brexit.

Que faire ? La [révolution cyberindustrielle](#) et l'[Iconomie](#).